

SÉNAT

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1986-1987

Annexe au procès-verbal de la séance du 6 novembre 1986.

RAPPORT (1)

FAIT

au nom de la commission mixte paritaire (2) chargée de proposer un texte sur le projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Par M. Adrien GOUTEYRON,

Sénateur.

(1) Le même rapport est déposé à l'Assemblée nationale par M. Michel Péricard, *député*, sous le numéro 433.

(2) Cette commission est composée de : MM. Maurice Schumann, *président* ; Jean-Paul Fuchs *vice-président* ; Michel Péricard, Adrien Gouteyron, *rapporteurs*.

Membres titulaires : MM. Jacques Barrot, Bertrand Cousin, René Béguet, Jean-Jack Queyranne, Roland Carraz, *députés* ; MM. Pierre Vallon, Edgar Faure, Philippe de Bourgoing, Jacques Carat, Léon Eeckhoutte, *sénateurs*.

Membres suppléants : Mme Marie-Thérèse Boisseau, MM. Bruno Bourg-Broc, Michel Pelchat, Jean-Hugues Colonna, Mmes Catherine Trautmann, Muguette Jacquaint, M. Gabriel Domenech, *députés* ; MM. André Diligent, Michel Miroudot, Jacques Pelletier, Mme Danielle Bidard-Reyjet, MM. Marcel Vidal, Michel Maurice-Bokanowski, Jacques Habert, *sénateurs*.

Voir les numéros :

Assemblée nationale : 1^{re} lecture : 366, 371 et T.A. 39.
2^e lecture : 410.

Sénat : 1^{re} lecture : 7, 19 et T.A. 5 (1986-1987).

Andlorisuei.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par lettre en date du 21 octobre 1986, M. le Premier ministre a fait connaître à M. le Président du Sénat et à M. le Président de l'Assemblée nationale que, conformément à l'article 45, alinéa 2 de la Constitution, il avait décidé de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont désigné :

Membres titulaires :

Pour l'Assemblée nationale : MM. Jacques Barrot, Michel Péricard, Jean-Paul Fuchs, Bertrand Cousin, René Bèguet, Jean-Jack Queyranne, Roland Carraz ;

Pour le Sénat : MM. Maurice Schumann, Adrien Gouteyron, Pierre Vallon, Edgar Faure, Philippe de Bourgoing, Jacques Carat, Léon Eeckhoutte.

Membres suppléants :

Pour l'Assemblée nationale : Mme Marie-Thérèse Boisseau, MM. Bruno Bourg-Broc, Michel Pelchat, Jean-Hugues Colonna, Mmes Catherine Trautmann, Muguette Jacquaint, M. Gabriel Domenech ;

Pour le Sénat : MM. André Diligent, Michel Miroudot, Jacques Pelletier, Mme Danielle Bidart-Reydet, MM. Marcel Vidal, Michel Maurice-Bokanowsky, Jacques Habert.

La commission s'est réunie au Sénat le jeudi 6 novembre 1986, sous la présidence de M. Edgar Faure, sénateur, président d'âge.

Elle a désigné : M. Maurice Schumann, en qualité de président, M. Jean-Paul Fuchs, en qualité de vice-président.

Elle a ensuite nommé rapporteurs : MM. Adrien Gouteyron et Michel Péricard.

M. Michel Péricard a tout d'abord rappelé les conditions dans lesquelles le Sénat avait rejeté, par l'adoption d'une question préalable, le texte adopté par l'Assemblée nationale et a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'apporter de modification à ce dernier. Il a toutefois suggéré que la commission mixte paritaire précise sur deux points l'interprétation qu'il convenait de donner à ce texte.

La première précision concerne, à l'article 2, l'alinéa prévoyant que les dispositions de l'article 39 de la loi du 30 septembre 1986 « s'entendent sous réserve du respect des situations légalement acquises ». M. Michel Péricard a estimé que cette mention ne devait pas être interprétée comme ne prenant pas en compte les participations déjà détenues par des groupes de communication, à la date de promulgation de la loi. C'est ainsi par exemple qu'une personne physique ou morale détenant, avant la promulgation de la loi, plus de 25 % du capital d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision par voie hertzienne terrestre ne pourra détenir plus de 15 % du capital d'une autre société titulaire d'une même autorisation.

La seconde précision concerne, à l'article 3, l'article 41 de la loi du 30 septembre 1986. M. Michel Péricard a souhaité qu'il soit bien clair que la duplication du même programme sur plusieurs gammes de fréquences ne compte que pour une seule autorisation. En effet, la diffusion d'un même service en ondes longues et en modulation de fréquence correspond à une même autorisation.

M. Adrien Gouteyron a alors rappelé que l'adoption de la question préalable par le Sénat ne traduisait aucune défiance à l'égard du Gouvernement, mais exprimait le sentiment de la Haute Assemblée que le texte soumis au Parlement n'était guère amendable, compte tenu des exigences formulées par le Conseil Constitutionnel dans ses décisions des 29 juillet et 18 septembre 1986. Il a en outre déclaré qu'il se ralliait aux précisions apportées par M. Michel Péricard.

A l'issue d'un débat auquel ont pris part MM. Edgar Faure, Philippe de Bourgoing, Bertrand Cousin, Jean-Jack Queyranne, ainsi que le Président Maurice Schumann, la commission a fait siennes les deux interprétations proposées par M. Michel Péricard.

Sur proposition de M. Michel Péricard, la commission a ensuite adopté des modifications rédactionnelles :

- à l'article premier, au huitième alinéa de l'article 29 de la loi du 30 septembre 1986 ;
- à l'article 3, à l'article 41-4 de la même loi.

La commission a alors adopté le texte suivant :

**TEXTE ÉLABORÉ
PAR LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE**

Article premier.

Sont insérés dans la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication les articles 28 à 31 ainsi rédigés :

« *Art. 28.* — Pour chaque service mentionné à l'article 27, la Commission nationale de la communication et des libertés fixe la durée de l'autorisation qui ne peut être supérieure à douze ans pour les services de télévision et à cinq ans pour les services de radiodiffusion sonore.

« L'exploitation des services mentionnés à l'article 27 est subordonnée au respect d'obligations particulières définies par la commission et souscrites par le titulaire, compte tenu de l'étendue de la zone desservie, du respect de l'égalité de traitement entre les différents services et des conditions de concurrence propres à chacun d'eux.

« Ces obligations portent sur un ou plusieurs des points suivants :

« 1° une durée minimale de programmes propres ;

« 2° l'honnêteté et le pluralisme de l'information et des programmes ;

« 3° un temps minimal consacré à la diffusion d'œuvres d'expression originale française en première diffusion en France ;

« 4° une contribution minimale à des actions culturelles, éducatives ou de défense des consommateurs ;

« 5° une contribution minimale à la diffusion d'émissions de radiodiffusion sonore ou de télévision dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer ;

« 6° une contribution minimale à la diffusion à l'étranger d'émissions de radiodiffusion sonore ou de télévision ;

« 7° le temps maximum consacré à la publicité.

« *Art. 29.* — Sous réserve des dispositions de l'article 26 de la présente loi, l'usage des fréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre est autorisé par la Commission nationale de la communication et des libertés dans les conditions prévues au présent article.

« Pour les zones géographiques qu'elle a préalablement déterminées, la commission publie un appel aux candidatures en vue de l'exploitation de services de radiodiffusion sonore. Elle fixe le délai dans lequel les candidatures doivent être déposées.

« Les déclarations de candidature sont présentées soit par une société, soit par une fondation, soit par une association déclarée selon la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, ou une association à but non lucratif régie par la loi locale dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

« Ces déclarations indiquent notamment l'objet et les caractéristiques générales du service, les caractéristiques techniques d'émission, les prévisions de dépenses et de recettes, l'origine et le montant des financements prévus ainsi que la liste des administrateurs, la composition du ou des organes de direction, les statuts de la personne morale qui fait acte de candidature et, le cas échéant, la composition du capital.

« A l'issue du délai prévu au deuxième alinéa ci-dessus, la commission arrête la liste des candidats.

« Au vu des déclarations de candidature enregistrées, la commission arrête une liste de fréquences pouvant être attribuées dans la zone considérée, accompagnée des indications concernant les sites d'émission et la puissance apparente rayonnée.

« Les candidats inscrits sur la liste prévue au cinquième alinéa du présent article font connaître à la commission la ou les fréquences qu'ils souhaitent utiliser pour diffuser leur service.

« La commission accorde les autorisations en appréciant l'intérêt de chaque projet pour le public, au regard des impératifs prioritaires que sont la sauvegarde du pluralisme des courants d'expression socio-culturels, la diversification des opérateurs, et la nécessité d'éviter les abus de position dominante ainsi que les pratiques entravant le libre exercice de la concurrence.

« Elle tient également compte :

« 1° de l'expérience acquise par le candidat dans les activités de communication ;

« 2° du financement et des perspectives d'exploitation du service, notamment en fonction des possibilités de partage des ressources publicitaires entre les entreprises de presse écrite et les services de communication audiovisuelle ;

« 3° des participations, directes ou indirectes, détenues par le candidat dans le capital d'une ou plusieurs régies publicitaires ou dans le capital d'une ou plusieurs entreprises éditrices de publications de presse ;

« 4° des engagements du candidat quant à la diffusion d'œuvres d'expression originale française en première diffusion en France.

« Art. 30. — Sous réserve des dispositions des articles 26 et 65 de la présente loi, l'usage des fréquences pour la diffusion de services de télévision par voie hertzienne terrestre est autorisé par la Commission nationale de la communication et des libertés dans les conditions prévues au présent article.

« Pour les zones géographiques qu'elle a préalablement déterminées, la commission publie une liste de fréquences disponibles et un appel aux candidatures en vue de l'exploitation de services de télévision. Elle fixe le délai dans lequel les candidatures doivent être déposées.

« La déclaration de candidature est présentée par une société. Elle indique notamment l'objet et les caractéristiques générales du service, les caractéristiques techniques d'émission, la composition du capital, ainsi que la liste des administrateurs, les prévisions de dépenses et de recettes, l'origine et le montant des financements prévus.

« A l'issue du délai prévu au deuxième alinéa ci-dessus, la commission accorde l'autorisation en appréciant l'intérêt de chaque projet pour le public au regard des impératifs prioritaires mentionnés au huitième alinéa de l'article 29.

« Elle tient également compte des critères figurant aux quatre derniers alinéas (1° à 4°) de cet article et des engagements que le candidat souscrit dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :

« 1° diffusion de programmes éducatifs et culturels ;

« 2° actions culturelles ou éducatives ;

« 3° contribution à la diffusion d'émissions de télévision dans les départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer ;

« 4° contribution à la diffusion à l'étranger d'émissions de télévision ;

« 5° concours complémentaire au soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie de programmes audiovisuels dans les conditions d'affectation fixées par la loi de finances.

« Art. 31. — Sous réserve des dispositions de l'article 26 de la présente loi, l'usage des fréquences de diffusion afférentes à la radiodiffusion sonore et à la télévision par satellite est autorisé par la Commission nationale de la communication et des libertés selon une procédure fixée par décret en Conseil d'Etat. Les autorisations ne peuvent être accordées qu'à des sociétés.

« La commission accorde l'autorisation au regard des impératifs prioritaires mentionnés au huitième alinéa de l'article 29 et en tenant compte des critères figurant aux quatre derniers alinéas (1° à 4°) de cet article et des engagements figurant aux cinq derniers alinéas (1° à 5°) de l'article 30. »

Art. 2.

Il est inséré dans la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée un article 39 ainsi rédigé :

« Art. 39. — I. — Une même personne physique ou morale ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision par voie hertzienne terrestre.

« Lorsqu'une personne physique ou morale détient, directement ou indirectement, plus de 15 % du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision par voie hertzienne terrestre, elle ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de 15 % du capital ou des droits de vote d'une autre société titulaire d'une telle autorisation.

« Lorsqu'une personne physique ou morale détient, directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote de deux sociétés titulaires d'une autorisation relative à un service national de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre, elle ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote d'une autre société titulaire d'une telle autorisation.

« II. — Une même personne physique ou morale ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision diffusé exclusivement sur les fréquences affectées à la radiodiffusion sonore et à la télévision par satellite.

« Lorsqu'une personne physique ou morale détient, directement ou indirectement, plus du tiers du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision diffusé exclusivement sur les fréquences affectées à la radiodiffusion sonore et à la télévision par satellite, elle ne peut détenir, directement ou indirectement, plus du tiers du capital ou des droits de vote d'une autre société titulaire d'une telle autorisation.

« Lorsqu'une personne physique ou morale détient, directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote de deux sociétés titulaires d'une autorisation relative à un service de télévision diffusé exclusivement sur les fréquences affectées à la radiodiffusion sonore et à la télévision par satellite, elle ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de 5 % du capital ou des droits de vote d'une autre société titulaire d'une telle autorisation.

« III. — Une même personne physique ou morale ne peut détenir, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre desservant une zone dont la population recensée est comprise entre deux cent mille et six millions d'habitants.

« IV. — Les dispositions du présent article s'entendent sous réserve du respect des situations légalement acquises. »

Art. 3.

Sont insérés dans la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée les articles 41 et 41-1 à 41-5 ainsi rédigés :

« Art. 41. — Une personne qui, en vertu des autorisations relatives à l'usage de fréquences dont elle est titulaire pour la diffusion d'un ou de plusieurs services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre, dispose d'un réseau de diffusion à caractère national, ne peut devenir titulaire d'une ou de plusieurs autorisations d'usage de fréquences pour la diffusion de services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre, que dans la mesure où la population recensée dans les zones qu'elle dessert sur le fondement des nouvelles autorisations est inférieure à quinze millions d'habitants.

« Nul ne peut être titulaire de deux autorisations relatives chacune à un service national de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre, ni être simultanément titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre et d'une autorisation relative à un service de même nature autre que national.

« Une personne ne peut être titulaire de plus de deux autorisations relatives chacune à un service de télévision diffusé exclusivement sur des fréquences affectées à la radiodiffusion sonore et à la télévision par satellite.

« Une personne titulaire d'une ou de plusieurs autorisations relatives chacune à un service de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre autre que national, ne peut devenir titulaire d'une nouvelle autorisation relative à un service de même nature autre que national, si cette autorisation devait avoir pour effet de porter à plus de six millions d'habitants la population recensée des zones desservies par l'ensemble des services de la même nature pour lesquels elle serait titulaire d'autorisations.

« Une personne titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un service de télévision par voie hertzienne terrestre dans une zone déterminée ne peut devenir titulaire d'une nouvelle autorisation relative à un service de même nature diffusé en tout ou en partie dans la même zone.

« Une personne titulaire d'une ou de plusieurs autorisations relatives chacune à l'exploitation d'un réseau distribuant par câble des services de radiodiffusion sonore et de télévision, ne peut devenir titulaire d'une nouvelle autorisation relative à un service de même nature si cette autorisation devait avoir pour effet de porter à plus de huit millions d'habitants la population recensée des zones desservies par l'ensemble des réseaux qu'elle serait autorisée à exploiter.

« Art. 41-1. — Afin de prévenir les atteintes au pluralisme sur le plan national, aucune autorisation relative à un service de radiodiffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne terrestre ou à l'exploitation d'un réseau distribuant par câble des services de radiodiffusion sonore et de télévision ne peut être délivrée à une personne qui se trouverait, de ce fait, dans plus de deux des situations suivantes :

« 1° être titulaire d'une ou de plusieurs autorisations relatives à des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre permettant la desserte de zones dont la population recensée atteint quatre millions d'habitants ;

« 2° être titulaire d'une ou de plusieurs autorisations relatives à des services de radiodiffusion sonore permettant la desserte de zones dont la population recensée atteint trente millions d'habitants ;

« 3° être titulaire d'une ou de plusieurs autorisations relatives à l'exploitation de réseaux distribuant par câble des services de radiodiffusion sonore et de télévision permettant la desserte de zones dont la population recensée atteint six millions d'habitants ;

« 4° éditer ou contrôler une ou plusieurs publications quotidiennes imprimées d'information politique et générale représentant plus de 20 % de la diffusion totale, sur le territoire national, des publications quotidiennes imprimées de même nature, appréciée sur les douze derniers mois connus précédant la date à laquelle la demande d'autorisation a été présentée.

« Toutefois, une autorisation peut être délivrée à une personne qui ne satisferait pas aux dispositions du présent article sous réserve qu'elle se mette en conformité avec ces dispositions dans un délai qui est fixé par la Commission nationale de la communication et des libertés et qui ne peut être supérieur à six mois.

« Art. 41-2. — Afin de prévenir les atteintes au pluralisme sur le plan régional et local, aucune autorisation relative à un service, autre que national, de radiodiffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne terrestre ou à l'exploitation d'un réseau distribuant par câble des services de radiodiffusion sonore et de télévision ne peut être délivrée pour une zone géographique déterminée à une personne qui se trouverait de ce fait dans plus de deux des situations suivantes :

« 1° être titulaire d'une ou de plusieurs autorisations relatives à des services de télévision, à caractère national ou non, diffusés par voie hertzienne terrestre dans la zone considérée ;

« 2° être titulaire d'une ou de plusieurs autorisations relatives à des services de radiodiffusion sonore, à caractère national ou non, dont l'audience potentielle cumulée, dans la zone considérée, dépasse 10 % des audiences potentielles cumulées, dans la même zone, de l'ensemble des services, publics ou autorisés, de même nature ;

« 3° être titulaire d'une ou de plusieurs autorisations relatives à l'exploitation de réseaux distribuant par câble à l'intérieur de cette zone des services de radiodiffusion sonore et de télévision ;

« 4° éditer ou contrôler une ou plusieurs publications quotidiennes imprimées, d'information politique et générale, à caractère national ou non, diffusées dans cette zone.

« Toutefois, une autorisation peut être délivrée à une personne qui ne satisferait pas aux dispositions du présent article, sous réserve qu'elle se mette en conformité avec ces dispositions dans les conditions fixées au dernier alinéa de l'article 41-1 ci-dessus.

« *Art. 41-3.* — Pour l'application des articles 39, 41, 41-1 et 41-2 :

« 1° le titulaire d'une concession ou d'une autorisation délivrée en vertu des dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 précitée est regardé comme titulaire d'une autorisation ;

« 2° toute personne physique ou morale qui contrôle, au regard des critères figurant à l'article 355-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précitée, une société titulaire d'autorisation, ou a placé celle-ci sous son autorité ou sa dépendance, est regardée comme titulaire d'une autorisation ; est également regardée comme titulaire d'une autorisation, toute personne qui exploite ou contrôle un service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre ou un service de télévision diffusé exclusivement sur les fréquences affectées à la radiodiffusion sonore et à la télévision par satellite, à partir de l'étranger ou sur des fréquences affectées à des Etats étrangers, et normalement reçus, en langue française, sur le territoire français ;

« 3° toute personne physique ou morale qui contrôle, au sens de l'article 11 de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse, l'entreprise éditrice d'une publication, est regardée comme l'éditeur de cette publication ;

« 4° en matière de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre, est regardé comme ayant un caractère national tout réseau de diffusion desservant une zone dont la population recensée est supérieure à trente millions d'habitants ;

« 5° tout service de télévision diffusé par voie hertzienne terrestre qui dessert une zone géographique dont la population recensée est supérieure à six millions d'habitants, est regardé comme un service à caractère national ;

« 6° tout service diffusé par voie hertzienne terrestre et diffusé simultanément et intégralement sur des fréquences affectées à la radiodiffusion sonore et à la télévision par satellite, est regardé comme un seul service diffusé par voie hertzienne terrestre ;

« 7° l'audience potentielle d'un service de communication audiovisuelle s'entend de la population recensée dans les communes ou parties de communes situées dans la zone de desserte de ce service.

« Art. 41-4. — Les dispositions des articles 39, 41, 41-1 et 41-2 ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la section III du livre III de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix et du titre II de la loi n° 77-806 du 19 juillet 1977 relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante.

« Toutefois, la commission nationale de la communication et des libertés est consultée préalablement à l'intervention des décisions prévues aux articles 8, 9 et 10 de la loi n° 77-806 du 19 juillet 1977 précitée ainsi qu'au deuxième alinéa de l'article 54 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 précitée, lorsque lesdites décisions entrent dans le champ de ses compétences.

« La Commission nationale de la communication et des libertés veille à ce que le contrôle de services de télévision ou de radiodiffusion ou de leurs régies publicitaires par une agence de publicité ou une centrale d'achat d'espace ne crée pas les conditions d'une concurrence déloyale.

« Art. 41-5. — La commission de la concurrence prévue par la loi n° 77-806 du 19 juillet 1977 précitée veille en particulier à ce que le cumul de positions dominantes ou l'exercice simultané de plusieurs activités dans les secteurs de l'audiovisuel, de l'édition, de la presse, de la publicité ou des télécommunications n'entrave abusivement l'accès aux marchés et supports correspondants. »

Art. 4.

La loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée est complétée par les dispositions suivantes :

I. — Au 1° de l'article 10, après les mots : « aux articles 25 », sont insérés les mots : « et 31 ».

II. — Au premier alinéa de l'article 70, après les mots : « les autorisations accordées en application des articles », sont insérés les mots : « 30, 31 et ».

III. — Au 1 du paragraphe I de l'article 71, après les mots : « les services de télévision autorisés en application des articles », sont insérées les références : « 30, 31, ».

IV. — A l'article 77, les mots : « de l'article 40 » sont remplacés par les mots : « de l'article 39 ou de l'article 40 ».

V. — Au paragraphe III de l'article 90, après les mots : « en vertu des articles », sont ajoutés les mots : « 29, 30 et ».

VI. — A l'article 94, après les mots : « pour l'application des articles 25 », sont ajoutés les mots : « 29 et 30 ».

VII. — L'article 105 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Celles dont le terme normal se situe entre le 1^{er} mai 1986 et la date de l'appel de candidatures prévu aux articles 29 et 30 pour une zone déterminée demeurent valables jusqu'à une date fixée par la Commission nationale de la communication et des libertés. Cette date ne peut être postérieure de plus d'un an à l'installation de la commission. »

VIII. — Il est inséré à l'article 110 un 2^o ainsi rédigé :

« 2^o la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 précitée, à l'exception des articles 6, 73, 89, 90, 92, 93, 93-2, 93-3, 94, 95 et 96. »

Art. 4 bis.

Dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée, après les mots : « autorités administratives ou judiciaires », est inséré le mot : « compétentes ».

Art. 4 ter.

Le deuxième alinéa de l'article 42 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée est remplacé par les alinéas suivants :

« Elle peut également leur adresser des mises en garde publiques et, après avoir recueilli l'avis de la commission de la concurrence, les mettre en demeure de faire cesser les abus de position dominante et les pratiques entravant le libre exercice de la concurrence dont elle aurait eu connaissance. Elle peut notamment mettre en demeure les entreprises concernées de procéder à des cessions d'actifs.

« Si les intéressés ne se conforment pas aux mises en demeure mentionnées aux deux alinéas ci-dessus dans un délai qui ne peut excéder un an, la commission peut suspendre l'autorisation pour une durée d'un mois au plus ou en prononcer le retrait. »

Art. 5.

I. — Il est inséré dans la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse un article 11 ainsi rédigé :

« Art. 11. — Est interdite, à peine de nullité, l'acquisition, la prise de contrôle ou la prise en location-gérance d'une publication quotidienne imprimée d'information politique et générale lorsque cette opération a pour effet de permettre à une personne physique ou morale ou à un groupement de personnes physiques ou morales de posséder, de

contrôler, directement ou indirectement, ou d'éditer en location-gérance des publications quotidiennes imprimées d'information politique et générale dont le total de la diffusion excède 30 % de la diffusion sur le territoire national de toutes les publications quotidiennes imprimées de même nature. Cette diffusion est appréciée sur les douze derniers mois connus précédant la date d'acquisition, de prise de contrôle ou de prise en location-gérance.

« Le contrôle mentionné à l'alinéa précédent s'apprécie au regard des critères figurant à l'article 355-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ou s'entend de toute situation dans laquelle une personne physique ou morale ou un groupement de personnes physiques ou morales aurait placé une publication sous son autorité ou sa dépendance. »

II. — L'article 12 de la même loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 est complété par un 5° ainsi rédigé :

« 5° enfreint l'interdiction édictée par l'article 11. »

III. — Il est inséré dans la même loi un article 21 ainsi rédigé :

« Art. 21. — Sont abrogées :

« 1° l'ordonnance du 26 août 1944 précitée sur l'organisation de la presse française ;

« 2° la loi n° 84-937 du 23 octobre 1984 précitée. »